

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1985)
Heft: 792

Artikel: Lu - BBC : la faiblesse du dinosaure
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1017850>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

LU - BHOPAL

Une catastrophe programmée

Remarquable «suivi» de l'événement dans le *Tages Anzeiger Magazin* du 5 octobre 1985 (n° 40).

Bhopal, 2 décembre 1984, la plus meurtrière catastrophe de l'histoire industrielle. Deux mille morts et près de 200 000 personnes intoxiquées plus ou moins gravement par un gaz échappé de l'usine chimique Union Carbide; la plupart d'entre elles sont souffrantes aujourd'hui encore.

Des images terrifiantes transmises par les médias, des coups de gueules dénonciateurs et des déclarations rassurantes, puis l'oubli, une actualité chassant l'autre.

Une équipe du *New York Times* a mené l'enquête sur place durant plusieurs semaines. Ses conclusions: pas de fatalité dans cette affaire, mais une accumulation de négligences de la part de l'entreprise et des autorités qui ne pouvaient que conduire à la catastrophe.

L'usine indienne travaillait à perte depuis 1983. D'où la nécessité d'économiser tous azimuts. La production d'un pesticide qui se vend mal est abandonnée; restent 80 tonnes d'isocyanate de méthyl — un gaz qui entre dans la composition de ce pesticide — stockées dans trois cuves. Ce produit, hautement volatil, nécessite une surveillance permanente; température et pression doivent rester constantes; la présence, même minime, d'eau ou d'impuretés peut déclencher une réaction violente. Aux Etats-Unis ce contrôle est électronique, mais pas à Bhopal. Selon les instructions d'Union Carbide, le gaz doit être maintenu à 5°; par mesure d'économie on interrompt temporairement puis définitivement l'installation de réfrigération. Tou-

jours pour économiser, la direction engage du personnel peu qualifié qui d'ailleurs ignore le danger potentiel présenté par cette substance, tout comme les mesures à prendre en cas d'accident.

Le 2 décembre, lorsque l'équipe de nuit prend son service, tout est normal; une demi-heure plus tard la pression d'une des cuves a quintuplé. Les deux surveillants ne s'émeuvent pas: il est fréquent que les appareils de mesure indiquent des valeurs imprécises, voire fantaisistes. Vers minuit les surveillants ont les yeux irrités et qui pleurent; il y a fuite de gaz. Là encore pas de panique: c'est un phénomène courant qui se produit au moins une fois par mois. Lorsque, peu après, le voyant indique une pression huit fois supérieure à la normale, l'équipe s'inquiète; l'un des ouvriers se rend sur place; il constate que le béton qui recouvre la citerne est fissuré et que le gaz échappé forme déjà un nuage important au-dessus de l'usine.

Le service de sécurité de l'usine est averti. Les pompiers tentent de contenir le nuage avec de l'eau mais les hydrantes sont trop faibles pour fournir la pression suffisante; une lacune constatée deux ans auparavant par des experts américains mais à laquelle on n'a pas remédié. Autre lacune, aucune citerne vide n'est à disposition pour accueillir le gaz qui s'échappe, comme le voudraient les prescriptions de sécurité. Le neutralisateur de gaz est hors d'usage et la flamme permanente qui doit allumer automatiquement le gaz vagabond est éteinte depuis plusieurs mois par souci d'économie.

Trois heures après la découverte de la fuite, le directeur avertit la police. La plus grande partie du gaz stocké s'est déjà échappée et les gens meurent par centaines autour de l'usine. Ils meurent de ce gaz dont la direction d'Union Carbide avait toujours prétendu qu'il provoquait au plus l'irritation temporaire de la peau et des yeux. Meurent aussi

les travailleurs de l'usine qui ne savent pas qu'il suffit de se protéger la face avec un tissu humide. Si on ajoute que le contrôle annuel par les autorités se limitait à l'inventaire des masques à gaz, que les avertissements lancés après enquête par un journal local ont été totalement ignorés par ces mêmes autorités, on doit bien admettre que la catastrophe de Bhopal était programmée.

Retour en Suisse. Chez nous pas d'hécatombes pareilles. Mais néanmoins des incidents relativement fréquents: à Genève, à Monthey, à Bâle notamment. Pourquoi l'opinion publique n'est-elle jamais informée très exactement des raisons de ces pannes, alors que la population environnante pourrait être mise en danger?

LU - BBC

La faiblesse du dinosaure

Dans le même numéro du *Tages Anzeiger*, dix thèses sur les problèmes de Brown Boveri face au changement technologique. La multinationale de Baden — un chiffre d'affaires de 11 milliards et 100 000 employés dans 140 pays — peine depuis la fin de la croissance au milieu des années septante. Sa tentative d'assurer ses positions sur le marché américain par le rachat de plusieurs entreprises n'a pas été un succès; au contraire, BBC a subi des pertes de plusieurs centaines de millions avant de se défaire de ces poids morts.

Insuccès également dans la filière nucléaire. Alors que les Américains se retirent du marché européen des usines clés en mains, BBC s'y lance. Suite à l'accident de Harrisburg, les mesures de sécurité sont renforcées: les coûts grimpent et les commandes chutent. Face à la montée de l'électronique, BBC croit pou-

voir maintenir sa spécificité d'entreprise d'équipements de production et de distribution d'énergie. Très tardivement seulement, elle s'attaque aux marchés en expansion des communications et de la robotique; sa direction, dominée par des ingénieurs mécaniciens, peine lorsqu'il s'agit de relativiser l'importance de la production traditionnelle, où BBC a excellé, et de mettre l'accent sur les nouveaux produits.

Pourtant l'entreprise de Baden investit annuellement un milliard dans la recherche. Elle sait innover mais trébuche lorsqu'il faut conquérir un marché nouveau et traiter avec des clients autres que ses clients traditionnels. Où l'on découvre que les ingénieurs ne sont pas automatiquement de bons commerçants.

Malgré sa dimension respectable, BBC est timorée quand il s'agit de risquer de gros investissements. En pointe pour le développement de l'affichage à cristaux liquides et de la sonde lambda pour les catalyseurs, elle a pourtant abandonné le terrain à ses concurrents.

Cette timidité face aux nouveaux secteurs industriels en fort développement, cette fixation sur un domaine connu et éprouvé ont coûté des milliers d'emplois.

Dans leur dernier rapport au président des Etats-Unis, les grandes associations scientifiques américaines prévoient de nouvelles percées techniques qui vont encore stimuler la concurrence internationale. Question: le retard technologique de la Suisse n'est-il pas, au moins en partie, le résultat des fortes réticences des milieux économiques à considérer le changement comme la tâche commune des entreprises, des universités et des pouvoirs publics? Dans tous les pays développés, la nécessité de cette collaboration est reconnue. En Suisse, le sectarisme anti-étatique a déjà conduit à la quasi-asphyxie des écoles polytechniques. Le développement économique est une chose trop sérieuse pour en laisser le soin aux seules directions d'entreprises.

CULTURE ZURICHOISE

Subventions avec sursis

Les détracteurs de l'initiative populaire fédérale «en faveur de la culture» l'ont répété sur tous les tons, pour se donner définitivement bonne conscience sans doute: il incombe avant tout aux communes de financer les activités culturelles. Autant dire que les efforts varient beaucoup d'une ville à l'autre, et que les salles subventionnées se font rares au-dessous de 50 000 habitants.

Et même entre les plus grandes villes, on observe des différences frappantes. Ainsi, en 1982, les bibliothèques, musées, scènes, monuments historiques et autres lieux culturels ont coûté à la commune Fr. 107.— par habitant à Lausanne, qui se souvient apparemment davantage de son origine paysanne que de ses humanités, et presque cinq fois plus (Fr. 512.— plus exactement) à Bâle (ville). Entre ces extrêmes, on trouve Biel (Fr. 118.—), Winterthour (Fr. 132.—), Saint-Gall (Fr. 158.—), Berne (Fr. 230.—), Lucerne (Fr. 279.—), Zurich (Fr. 376.—) et Genève (Fr. 471.—).

A Zurich, les dépenses et plus encore les priorités culturelles font l'objet d'un débat qui n'a pas vraiment cessé depuis la phase aiguë des manifestations de jeunes contre l'Opéra au printemps 1980. Aussi bien, en automne 1983, le Conseil communal adoptait, grâce à une majorité composée de radicaux et de socialistes, une motion du socialiste Hans-Ulrich Zbinden, qui demandait à la Municipalité de revoir à fond le mode de financement des activités culturelles, et d'obtenir entre autres une plus forte participation du canton et des riches communes avoisinantes. Première réponse, concrète, en décembre 1984 avec l'adoption en votation populaire du nouveau système de péréquation des dépenses consenties par la ville-centre: dès 1986, les quatre «maisons communes» (Opéra,

Théâtre, Tonhalle et Kunsthaus) ne recevront plus «que» 61% de leurs subventions de la ville de Zurich (au lieu de 75%), le solde provenant du canton (et des communes périphériques par son intermédiaire). A terme, la Municipalité zurichoise escompte une répartition égalitaire des charges, qui ascendent à près de 70 millions pour les quatre établissements précités.

Mais la Municipalité a aussi d'autres projets, évidemment moins conformes aux intentions du motionnaire Zbinden, qui doit méditer sur l'ambiguité des appuis radicaux reçus il y a deux ans. En particulier, le maire Thomas Wagner (rad.) envisage de pénaliser les salles qui n'auront pas obtenu un taux moyen d'occupation de 75% pendant deux ans de suite. Pour chaque point inférieur à ce minimum, la subvention versée sera diminuée d'un demi-pourcent.

Le tarif, probablement moins sévère qu'il y paraît, vise moins l'Opéra, qui joue souvent à guichets fermés, que le Théâtre, lieu d'expérimentations plus ou moins avant-gardistes. De toute évidence, le système envisagé, présentement soumis à la procédure de consultation avant d'être éventuellement proposé au Conseil communal, décourage la production de spectacles «difficiles». Le motionnaire voulait décharger la ville, pour qu'elle puisse consacrer davantage de moyens à la culture populaire. Résultat: la Municipalité veut économiser sur les activités de prestige, et ne promet rien d'autre. Certains en déduiront qu'il ne faut jamais toucher à la somme des budgets culturels quand on ne peut en influencer la structure. D'autres que les économies visées par les collectivités fournissent autant de bonnes raisons de solliciter le mécénat privé — c'est-à-dire aujourd'hui le sponsoring par les entreprises.

L'Etat ou la Migros. La caisse publique ou la caisse enregistreuse. De laquelle sortent donc les francs les plus respectueux de la liberté de créer?